

LE PROGRAMME D'INITIATIVES LOCALES—LA DATE
LIMITE POUR LA PRÉSENTATION DE PROJETS PRIVÉS

[Français]

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre.

Je voudrais savoir si l'on a établi une date limite, relativement à la présentation de projets privés dans le cadre du programme d'initiatives locales, ou si les demandes de prolongement peuvent être approuvées en aucun temps et recevoir une attention particulière.

[Traduction]

L'hon. M. Mackasey: Les programmes d'initiative locales parrainés par des intérêts privés expirent à la fin de mai, sauf environ 1,200 projets qui, vu leur utilité et d'après les critères qui ont été exposés, seront prolongés et auxquels on affectera 30 millions de dollars.

[Plus tard]

LE PROGRAMME D'INITIATIVES LOCALES—
L'AFFECTATION D'UNE PARTIE DES CRÉDITS
SUPPLÉMENTAIRES À DES PROJETS MUNICIPAUX

[Français]

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, je voudrais demander à l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration si une partie des 35 millions de dollars consacrés aux projets d'initiatives locales est disponible pour les projets présentés par les municipalités?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Non, monsieur l'Orateur.

* * *

LES GRAINS

COLZA—LES POURSUITES INTENTÉES PAR LA
COMMISSION DU BLÉ POUR LIVRAISONS EXCESSIVES—
L'INTERVENTION DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, concernant des questions déjà posées au ministre de l'Agriculture au sujet des poursuites engagées contre les agriculteurs accusés d'avoir livré du colza au-delà du contingent, puis-je demander au ministre, puisque quiconque sera reconnu coupable aura naturellement commis un délit et sera jugé criminel, pourquoi la Commission du blé a traité la question comme une infraction criminelle, au lieu d'agir en vertu des dispositions de la loi sur la commission du blé, qui entraîneraient une condamnation comme un délit pour ainsi dire civil?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'étudierai la question. Le ministre de la Justice y répondra peut-être, mais à mon avis l'accusation s'appuie sur une infraction à la loi sur la commission du blé et aux règlements qui en relèvent.

Le très hon. M. Diefenbaker: Le ministre dit-il que les questions posées, selon lesquelles des poursuites criminelles seraient en cours, étaient sans fondement?

L'hon. M. Olson: Non, monsieur l'Orateur, j'ai dit que j'étudierais la question.

[L'hon. M. Mackasey.]

LA FONCTION PUBLIQUE

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES TRANSPORTS ET
LES DEVOIRS DES FONCTIONNAIRES—LES VUES DU
GOUVERNEMENT

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au président du Conseil du Trésor, pour faire suite à une déclaration du président de la Commission canadienne des Transports selon laquelle les fonctionnaires ont des devoirs de loyauté envers le gouvernement et ne peuvent pas rester neutres face à l'opposition. Le ministre dirait-il à la Chambre si le gouvernement et lui souscrivent à cette théorie?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, je voudrais étudier d'un peu plus près les propos qu'on a effectivement tenus avant de me prononcer sur la théorie en question.

* * *

LE LOGEMENT

LA CONSULTATION FÉDÉRALE-PROVINCIALE AU SUJET
DES BESOINS—LE PROJET DE MESURE LÉGISLATIVE

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre chargé du logement. Les provinces lui ont-elles répondu au sujet de la consultation sur leurs besoins dans le domaine du logement et pourrait-il nous dire où en sont les choses quant à la mesure législative qu'il a promis de présenter il y a quelque temps?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, les consultations avec les provinces se poursuivent mais nous avons rencontré les représentants de toutes les provinces et ceux-ci nous ont communiqué leurs points de vue. J'espère présenter sous peu une mesure qui s'inspirera des principes exposés dans le discours du trône.

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, a-t-on tenu des consultations analogues avec les maires et les municipalités concernant ce projet de loi?

L'hon. M. Basford: Dans la plupart, sinon dans toutes les consultations que nous avons eues avec les provinces, les municipalités étaient représentées.

* * *

QUESTION POSÉE AU CABINET

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Pourrait-il profiter de la première occasion à l'appel des motions pour expliquer à la Chambre les raisons qui l'ont conduit à décider jeudi soir de ne pas annoncer d'élections générales pour laisser le peuple décider...

M. l'Orateur: A l'ordre. Une pareille déclaration devrait être faite à l'appel des motions. Est-ce bien ce que veut dire le député? Il comprendra facilement que le premier ministre ne saurait répondre à cette question maintenant.

● (1440)

L'hon. M. Hees: J'invoque le règlement, monsieur l'Orateur. Dans mon préambule j'ai demandé s'il profiterait de